

COMITÉ INTERNATIONAL

EMPLOI ABUSIF DU SIGNE ET DU NOM DE LA CROIX-ROUGE

I

Soixante et douzième circulaire aux Comités centraux

GENÈVE, le 25 juillet 1888.

MESSIEURS,

Un message que nous venons de recevoir du Comité central de Budapest, et qui se rattache à l'une des questions dont les sociétés de la Croix-Rouge se préoccupent le plus à l'heure actuelle, nous suggère la pensée de vous adresser ces lignes.

Il s'agit de l'emploi abusif du signe et du nom de la Croix-Rouge, emploi que l'on a eu à déplorer dans toutes les guerres récentes, et qui devient de plus en plus fréquent en temps de paix.

Dès 1869, la conférence de Berlin déclarait que « des mesures préventives contre tout abus du signe de la neutralité étaient regardées comme nécessaires. » — Quinze ans plus tard, une délibération qui eut lieu au sein de la conférence de Genève montra que, de toute part, on reconnaissait l'urgence de remédier au mal signalé, et ce fut à l'unanimité que l'on « émit le vœu que des mesures énergiques, législatives ou analogues, fussent prises dans tous les pays, pour prévenir l'abus du signe conventionnel de la croix rouge sur fond blanc, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. » — A Carlsruhe enfin, en 1887, une motion semblable fut présentée par le Comité de Washington.

Ces faits attestent que toutes les sociétés de la Croix-Rouge sont pénétrées de la gravité des abus auxquels elles souhaitent qu'on mette un terme. La décision de la conférence de Genève prouve aussi qu'elles considèrent les moyens préventifs ou répressifs à employer comme étant du ressort des gouvernements nationaux, et ne devant pas être cherchés dans des arrangements internationaux. Il appartient donc à chaque société d'user de son

influence auprès des autorités de son propre pays, pour en obtenir ce qu'elle désire.

Mais il n'est pas superflu, pour aider au succès de ces démarches, que les comités centraux se fassent part réciproquement de leurs expériences ; la connaissance de leurs insuccès même, s'ils en ont éprouvé, et des causes qui les ont produits, ne laisserait pas d'être instructive.

C'est dans cette intention que nous avons tenu les lecteurs du *Bulletin international* au courant des efforts déjà tentés par quelques comités centraux pour obtenir l'exaucement du vœu de 1884 ; mais les données éparses que nous avons publiées à ce sujet auraient besoin d'être coordonnées et complétées, pour être vraiment utiles aux autres comités désireux de travailler dans le même sens. Nous n'en voulons pour preuve que la lettre suivante, qui nous a été adressée par le Comité central hongrois et dont nous avons parlé plus haut.

« *A la présidence du Comité international, à Genève.*

« Son Excellence le ministre hongrois de l'intérieur s'est déclaré prêt à prendre, par voie de décret, des mesures destinées à protéger le nom et le signe de la croix rouge contre tout emploi illégal, et il a chargé la Direction soussignée de lui faire des propositions détaillées et motivées, en vue de l'acte à promulguer.

« L'emploi arbitraire du signe de la Croix-Rouge ayant déjà été prohibé dans quelques Etats, nous vous prions de nous faire connaître les prescriptions édictées à ce sujet par les divers gouvernements, ainsi que les dispositions statutaires des comités centraux qui s'y rapportent, afin que nous puissions éventuellement les prendre pour guides dans la rédaction du travail qui nous incombe.

« Agrérez, etc.

« LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ HONGROISE DE LA CROIX-ROUGE.

« Budapest, le 13 juillet 1888. »

Le Comité international n'étant pas en mesure de répondre dès à présent, d'une façon précise, à la question du Comité hongrois, auquel cependant il serait heureux de pouvoir fournir des indications certaines, a pensé qu'il agirait dans l'intérêt général de la Croix-Rouge en s'enquérant, à cette occasion, auprès de tous les comités centraux, de l'état présent de la question dans les divers

pays. A l'aide des informations qu'il recueillerait ainsi, il lui deviendrait facile, non seulement de donner satisfaction à ses honorables correspondants de Budapest, mais encore de préparer un travail d'ensemble, dont toutes les sociétés nationales seraient appelées à faire leur profit, et qui donnerait peut-être une impulsion décisive au mouvement des esprits dans le sens voulu.

Nous venons donc vous prier, Messieurs, de nous dire si vous avez fait quelques tentatives auprès de vos gouvernements respectifs, pour qu'ils préviennent ou répriment l'emploi abusif du nom et du signe de la Croix-Rouge, soit en temps de paix, soit en temps de guerre.

Dans le cas d'une réponse affirmative de votre part sur ce premier point, veuillez en outre nous indiquer, ou bien en quoi consistent les mesures prises par l'autorité compétente et quel est le texte des documents y relatifs, ou bien, si vous n'avez pas réussi, quelles ont été les causes de votre échec.

Il serait également très important de savoir si, indépendamment des prescriptions officielles décrétées à votre instigation, ainsi que des précautions statutaires prises par vous-mêmes dans la sphère de votre compétence, — que nous vous serions obligés de nous rappeler, s'il y a lieu, — la législation contient des dispositions visant les abus de la croix rouge, et quelles sont ces dispositions.

Pensant qu'il sera agréable au Comité hongrois d'être renseigné à bref délai, nous osons solliciter de votre obligeance une prompte réponse à la présente circulaire, et nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

POUR LE COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE :

Le président,

G. MOYNIER.

Le secrétaire,

E. ODIER.

II

Rapport au Comité international

Le 13 juillet 1888, la direction de la Société hongroise de la Croix-Rouge adressait au Comité international un message pour